

«LA RÉVOLUTION CUBAINE» DE C. JULIEN...

Ce sont les reportages publiés dans «*le Monde*» après deux séjours à Cuba, effectués l'un quelques semaines avant la chute de Batista, l'autre au début de 1960, que Claude Julien a remaniés et enrichis (1).

En première partie l'exposé de Fidel Castro au cours du procès mi-public, mi-secret, qui suivit l'attaque de la caserne Moncada à Santiago. Celui qui était déjà le leader de l'insurrection y dénonce l'état arriéré de la société cubaine et expose les premières mesures qui auraient été prises si le coup de force avait réussi.

L'auteur décrit ensuite le vie à Cuba sous le second «*règne*» de Batista. La corruption faisait la loi, les investissements publics allaient aux entreprises de jeux qui, organisées par des techniciens empruntés aux gangs américains, drainaient vers les poches des dignitaires du régime les dollars subtilisés aux touristes U.S. L'économie reposant sur la culture de la canne à sucre dont les États-Unis étaient le principal acheteur, les compagnies américaines imposaient leurs volontés.

En même temps que l'opposition, se développait la terreur policière. La castration des prisonniers politiques devenait un système de gouvernement. On estime à dix ou vingt mille le nombre des personnes exécutées.

Aidés par le bourgeois libérale, portés par la population paysanne lassé des exactions et de la misère, les maquisards du *Mouvement du 26 juillet*, malgré leur faible nombre, firent s'écrouler la dictature le 1^{er} janvier 1959.

L'équipe de Castro entreprit aussitôt de mettre en application le programme de 1953. Dès ce moment les difficultés apparurent. D'une part le capitalisme américain ne pouvait accepter que s'installât à ses portes un régime à tendances socialistes qui deviendrait un mauvais exemple pour les autres pays d'Amérique latine. D'autre part les bourgeois libéraux, partisans d'une démocratie parlementaire qui dispenserait peu à peu les réformes sociales, trouvaient trop radicales les mesures prises.

Les défections devinrent de plus en plus nombreuses et le parti communiste qui était demeuré dans l'expectative jusqu'au dernier moment, avança ses pions pour prendre les places laissées libres. Ainsi commença le «*glissement*» vers Moscou. Glissement accéléré par la politique du pire pratiquée par les U.S.A. qui poussa les Cubains à accepter la première aide qu'on leur offrait, les Russes et les Chinois n'attendaient que l'aubaine.

La thèse de Claude Julien n'est pas contredite par le rapport de nos camarades cubains d'août 1959 (2). Quels que soient nos désirs nous devons tenir compte des possibilités créatrices d'un mouvement insurrectionnel dans un cadre donné. Il n'apparaît pas que nos camarades aient pu marquer de leur empreinte au moins une partie du mouvement. Cuba 1959 n'était pas l'Espagne 1936. Nous devons en prendre acte.

LE MÉCANISME EN QUESTION

A toutes les mesures sociales et économiques purement intérieures (logement, réforme agraire, ensei-

(1) Julliard éd.

(2) Voir «*Le Monde Libertaire*» n° 55 et 56 de décembre 59 et janvier 60. D'autres articles traitant de la question cubaine ont paru dont les M.L. n° 65, 66, 67, 68 («*Rectificatif*») et 70 de décembre 60, janvier, février, mars et mai 61.

gnement, etc...) s'en ajoutaient d'autres aussi immédiatement nécessaires qui ne pouvaient que mordre sur les intérêts extérieurs, presque exclusivement américains. Les États-Unis engraisèrent Batista qui, en échange, mit Cuba dans l'étroite dépendance des États-Unis. Comparée au carcan économique qu'il fallait faire sauter, la chute du tyran ne représentait que bien peu. Cuba vendait des matières premières et achetait des produits transformés. Tant que les U.S.A. contrôlaient les besoins, ils contrôlaient le régime. Il devenait donc nécessaire d'une part de reconstruire l'agriculture et d'industrialiser, d'autre part de trouver au sucre des débouchés nouveaux dans la mesure où les États-Unis refuseraient d'acheter; et cela tout de suite. Chaque mesure américaine de rétorsion créait de nouvelles difficultés. Pour détourner l'attention des masses affamées, quand on ne peut les satisfaire, on n'a pas encore trouvé mieux que de les galvaniser par la démagogie nationaliste. Mais quel est le principal responsable: le démagogue ou l'affameur?

Certains prétendent que Castro est depuis longtemps un agent du Kremlin et avancent comme preuve irréfutable la comédie jouée à l'O.N.U. en 1960. En d'autres occasions les mêmes railleront les naïfs qui prennent au sérieux les embrassades publiques entre chefs d'État.

Que cela nous plaise ou non, nous devons reconnaître que dans le monde actuel la partie se joue entre le capitalisme occidental et le bloc soviétique. Aucun des deux, car c'est leur intérêt, ne voulant laisser la place à d'autres voies. Ceci posé il semble bien que le capitalisme occidental se trouve devant une alternative qui ne lui laisse à longue échéance aucune échappatoire. Il doit accepter certaines concessions qui en entraîneront d'autres et lui feront perdre ses caractéristiques de prétendu libéralisme. Sinon il doit durcir sa position, ce qui entraîne un durcissement de l'action des masses et tend à accélérer, à des fluctuations locales près, l'éclatement des structures traditionnelles.

Si Castro est écrasé, la révolution en Amérique latine ne sera que partie remise et les tendances anti-américaines seront renforcées. Si Castro se maintient, il peut devenir un symbole pour les masses arriérées du continent sud-américain.

LES REVUES DU C.I.A.

Il ne reste à Washington qu'une étroite bande où manœuvrer et les risques sont grands de faire tilt. Le premier tilt fut l'échec de l'invasion encouragée par le C.I.A. Il eut été évité si Mr Allen Dulles, en 20 ou 30 ans d'activités «*spéciales*», avait appris que les communistes ne créent pas les situations révolutionnaires à l'intérieur du monde dit libre, mais se contentent d'exploiter celles créées par le capitalisme. Avant de compter sur le soulèvement des masses cubaines à l'annonce du débarquement, il eût pu méditer certaines mises en garde parues dans la presse américaine (3):

«...Avec de la chance cette politique peut réussir (...) Castro sera sûrement tué et deviendra un martyr. Notre action sera comparée à celle de l'U.R.S.S. en Hongrie. Des présidents démocratiques de l'Amérique latine, comme Lopez Mateos au Mexique ou Romulo Betancourt au Venezuela, seront obligés d'adopter une position extrémiste. (...) Pour conserver la confiance populaire, Mateos devra déborder la gauche et soutenir l'attitude anti-yankee de Cardenas, tandis que Betancourt sera presque certainement obligé de s'appuyer sur les militaires pour rester au pouvoir (...).

Nous devons envisager le type de gouvernement qui serait mis en place à Cuba après une guerre civile. Castro a derrière lui les masses anti-yankees, bien endoctrinées, principalement les paysans qui représentent 40% de la population. Il est peu probable que tout gouvernement prenant le pouvoir par la violence et avec l'aide des U.S.A. puisse jamais compter sur l'appui des masses (...).

Notre politique à l'égard de Cuba n'est certainement pas conçue pour contrecarrer le programme du président Kennedy en faveur des réformes sociales en Amérique latine. Mais à long terme elle conduit exactement à cela. Les groupes dirigeants des classes moyenne et supérieure déjà peu enclins à accepter des impôts ou à faire des sacrifices en faveur des réformes sociales seraient rassurés par notre aventure cubaine, sachant que la marmite leur échapperait si l'Onde Sam n'y remettait le couvercle.

Une politique à ce point énergique renforcerait incommensurablement les partis communistes, multiplierait les dictatures de droite et de gauche...».

Il est évident que plus la situation se tendra, plus s'accroîtra le basculement vers l'U.R.S.S. Comme Cuba en est bien éloigné et risque d'évoluer en hérétique, il sera toujours temps de couper les vivres au régime. Son effondrement mis sur le dos des U.S.A. permettra de cueillir à peu de frais une nouvelle et importante victoire diplomatique.

(3) Raymond O. HIGGINS et Martin B. TRAVIS, professeurs à Stanford University, Californie; courrier du «*New-York Times*», 16 avril 61.

UNE AUTRE VOIE

En examinant l'affaire dans les détails, il faut peut-être tenir compte d'une certaine mégalomanie de Fidel Castro qu'on présente parfois comme un nouveau Staline. Méfions-nous, certes, des faiblesses des «conducteurs d'hommes». Méfions-nous aussi des analogies hâtivement conçues.

Un de nos camarades américains a visité Cuba il y a quelques semaines. Voici certaines de ses impressions:

«...J'ai remarqué dans la population deux classes principales: ceux qui avaient quelque chose dans le passé, qui ne l'ont plus et sont mécontents; ceux qui n'avaient rien avant, qui ont quelque chose maintenant et sont satisfaits. Le second groupe est de loin le plus important, particulièrement dans les provinces rurales...

J'ai vu des maisons de béton, avec tout l'équipement sanitaire, remplacer des «bohios», cahutes à claire-voie faites de bois flotté. J'ai vu des écoles rurales et écouté des étudiants de l'Université de La Havane me raconter qu'on leur prêtait de l'argent pour aller à l'école alors que du temps de Batista celle-ci était réservée aux seuls riches. Même les ennemis du régime admettent que le gouvernement, est strictement honnête. Je pense que c'est un gouvernement infiniment plus juste que celui de Batista, d'Eisenhower ou de Kennedy. Cependant je ne l'ai pas aimé... Il me revient à l'esprit le slogan jacobin: Liberté-Égalité-Fraternité. Je ne pense pas que toutes trois puissent aller ensemble. Quand vous avez renforcé l'Égalité et la Fraternité, vous avez égaré la Liberté quelque part au cours du processus».

Sans nous faire d'illusions sur l'évolution de la situation à Cuba ou sur les chances actuelles qu'aurait un mouvement populaire de ne pas être accaparé, par manœuvre ou par nécessité, par les tenants de l'étatisme, nous n'acceptons pas ce pessimisme. Il reste au moins une voie qu'il faut déblayer, faire connaître et élargir celle du socialisme libertaire qui doit promouvoir les conditions optima où s'équilibrent les intérêts des collectivités et les intérêts des individus. Ce n'est cependant pas demain que nous chanterons victoire car cette voie est copieusement minée par les autoritaires occidentaux et orientaux.

Marc PRÉVÔTEL.
